



STOP À LA CASSE HUMAINE

Les agents de la prison de Lannemezan sont à bout. Nous subissons une gestion irresponsable, une direction aveugle et un manque de soutien flagrant, qui mettent en péril non seulement notre sécurité, mais aussi notre santé mentale et physique.

Les faits sont là : des arrêts maladie répétés, des départs en retraite accélérés, des collègues poussés vers la sortie, une pression de plus en plus intense et un sentiment de dévalorisation qui s'amplifie chaque jour.

PRESSION ET INJUSTICE : TROP C'EST TROP !

Un de nos collègues en a encore fait les frais récemment : retenue de salaire injustifiée (1/30e) sans demande d'explication, pression constante, accusations exagérées...

Depuis plusieurs mois il est dans le viseur de la direction, et à la moindre occasion, même minime, il prend de plein fouet des sanctions disproportionnées.

Aujourd'hui c'est lui, hier c'était..... et demain ???

Par ces pressions morales et financières répétées, la direction dans son ensemble **est responsable des risques psychosociaux** qui en découlent !

Punir un agent est plus simple que sanctionner un de nos pensionnaires, même quand ce dernier insulte ouvertement un fonctionnaire avec des propos intolérables ("N.... T. M...").

Ce détenu, après son passage en commission, n'a écopé que de 7 heures de TIG, alors qu'une faute pareille aurait au moins dû entraîner la privation de télévision, radio, voire le confinement.

Que cherchons-nous à protéger ici ? Les agents ou les détenus qui attaquent et insultent ?

Malheureusement ce n'est pas un cas isolé !

Cette situation crée **un profond sentiment d'injustice et de non-reconnaissance** parmi les agents qui se battent chaque jour dans des conditions de plus en plus difficiles. Comment ne pas ressentir une frustration immense face à cette inégalité de traitement ?

UN SOUS-EFFECTIF QUI NOUS ENVOIE DROIT DANS LE MUR !

Nous comptons 24 agents en moins sur l'organigramme + 17 en arrêt maladie. **41 agents manquants, et toujours aucune réaction !**

Détention, postes fixes, ateliers... Tout le monde est en sur-sollicitation, et **les quotas d'heures explosent**. La fatigue physique s'ajoute aux pressions psychologiques.

Les agents ne le cachent plus : ils refuseront de plus en plus à boucher les trous dans les plannings.

Nous ne sommes pas des pièces de rechange, et il est hors de question de continuer à supporter une surcharge de travail à l'infini.

Et le pire ? **Nous n'avons même pas encore commencé** la procédure de fermeture, **et déjà les agents tombent un par un.** À qui la faute ?



OUI, NOUS AVONS UN TRAVAIL À FAIRE... MAIS PAS À N'IMPORTE QUEL PRIX !

La fermeture approche à grands pas, tandis que la population pénale devient de **plus en plus complexe**, avec des détenus dont le profil semble plus adapté à un service relevant de la médecine qu'à un établissement de type Centrale.

Alors **OUI les agents sont professionnels**, et nous savons ce que nous avons à faire.

Mais pas avec -41 agents !

Pas avec des collègues épuisés !

Pas avec des agents sous pression permanente !

Pas en mettant nos vies en danger !

Nous sommes en **Centrale**, pas dans le monde des Bisounours !

Face à cette population pénale, **notre sécurité doit être absolue**.

Pas de renforts = mise en danger des agents.

LE RAS-LE-BOL EST GÉNÉRAL !

Depuis des mois, nous réclamons des effectifs. Depuis des mois, nous alertons.

Mais notre direction reste aveugle et sourde, laissant les agents s'épuiser et craquer sous la charge de travail.

La situation est devenue tellement catastrophique que les agents sont obligés de quitter leurs postes spécialisés pour devenir des agents polyvalents, un phénomène jamais vu auparavant. Jusqu'à quand cela durera-t-il ? Avec un peu de chance, peut-être que la direction sera bientôt en poste dans nos PIC et les étages seront gérés par nos officiers, car, de toute évidence, les postes spécialisés n'ont plus aucune valeur. Mais ne vous inquiétez pas, l'État semble miser sur l'Intelligence Artificielle pour pallier à la gestion des ressources humaines...

Que cherche-t-on ? **Attendre un drame pour enfin réagir ? Il est temps que chacun retrouve sa place !**

FO JUSTICE DONNE LA PAROLE AUX AGENTS !

FO Justice Lannemezan, face à cette situation insupportable, **consultera l'ensemble du personnel** afin de déterminer les actions à entreprendre. Il est impossible de continuer ainsi !

FO Justice Lannemezan exige que la direction reçoive le collègue concerné, présente des excuses formelles et prenne les mesures nécessaires pour remettre les choses à plat, afin de repartir sur des bases solides et constructives.

FO Justice Lannemezan réclame des renforts immédiats : aujourd'hui, nous manquons déjà de 41 agents ! Et demain ? Cette situation est intenable !

FO Justice Lannemezan demande à la Direction de différer la fermeture (article R213-13) tant que les effectifs ne sont pas adaptés aux défis à relever.

FO Justice Lannemezan NE LAISSERA PAS LA DIRECTION BROYER LES AGENTS !

Le bureau, le 27 février 2025

